

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Une activité économique contrastée

L'orientation de l'activité économique de Saint-Pierre-et-Miquelon, en amélioration au cours du troisième trimestre 2014, est plus mitigée en fin d'année.

La consommation des ménages, qui s'était inscrite en nette amélioration au troisième trimestre, recule sous l'effet notamment d'un essoufflement des importations de produits alimentaires et d'une forte contraction des ventes de véhicules de tourisme.

La reprise de l'investissement des entreprises, quant à elle, se confirme avec une nouvelle hausse des importations de produits bruts et un renforcement de la progression des crédits d'investissement.

L'indice des prix à la consommation, après une légère reprise à la hausse au cours du troisième trimestre, voit son rythme de croissance légèrement ralentir au quatrième trimestre.

Les performances observées tout au long de l'année sur le marché du travail se confirment en fin d'année, le nombre de demandeurs d'emploi atteint ainsi son plus bas niveau observé en cette période au cours des cinq dernières années.

Les importations et les exportations de l'archipel enregistrent pour leur part un fort repli.

Au niveau sectoriel, la situation est plus favorable puisqu'après deux trimestres de baisse, l'activité de pêche repart fortement en hausse tout comme le trafic passager vers l'archipel.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LÉGER REPLI DE LA CROISSANCE CANADIENNE

Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,2 % en novembre, après avoir connu une augmentation de 2,8 % au cours du troisième trimestre. Cette évolution s'explique principalement par le recul enregistré dans la production de biens (-0,8 %). Des baisses considérables ont été observées dans la fabrication (-1,9 %) ainsi que dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz (-1,5 %). En revanche, les services publics ainsi que l'agriculture et la foresterie, ont augmenté. Quant à la production des industries de services, elle reste inchangée.

L'indice des prix à la consommation (IPC) à décembre progresse de 1,5 % sur un an (après +2,0 % en novembre). Cette tendance est majoritairement attribuable à la forte baisse des prix de l'essence (-16,6 % sur l'année). Sur un an, les prix ont augmenté dans sept des huit composantes principales. Les coûts plus élevés du logement (+2,4 %) et des aliments (+3,7 %) ont contribué à la hausse de l'IPC, tandis que l'indice des transports (-2,8 %), qui comprend l'essence, a diminué.

Le taux de chômage a baissé de 0,5 % au cours de l'année pour s'établir à 6,7 % au mois de décembre. Cette diminution résulte de la baisse du nombre de personnes actives sur le marché du travail attribuable en partie au vieillissement de la population. À l'échelle provinciale, l'emploi progresse plus rapidement dans les provinces de l'Ouest. À l'inverse, les provinces atlantiques connaissent une stagnation voire une baisse de l'emploi, comme à Terre-Neuve-et-Labrador (-2,5 %) et au Nouveau-Brunswick (-1,6 %).

Source : Statistiques Canada

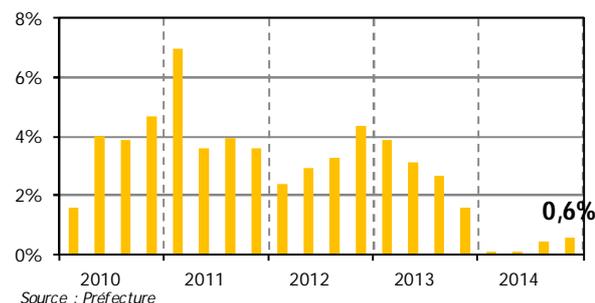
Ralentissement du rythme de croissance des prix

Après une légère reprise de la hausse des prix au cours du troisième trimestre (+0,7 %), l'indice des prix à la consommation voit son rythme de croissance ralentir au quatrième trimestre (+0,43 %). Cette évolution s'explique par une hausse contenue des prix des produits alimentaires (+0,9 %), des produits manufacturés (+0,4 %) et des services (+0,1 %). Les prix de l'énergie, pour leur part, repartent légèrement à la hausse au cours du trimestre (+0,39 %, contre -0,2 % au trimestre précédent) principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'électricité et du gaz (+2,36 %).

En glissement annuel, la tendance observée au cours du trimestre précédent se confirme avec une hausse légèrement plus marquée de l'indice des prix à la consommation (+0,6 %). Cette tendance est majoritairement attribuable à l'augmentation des prix des produits alimentaires (+2,5 %) et des services (+2,1 %).

L'indice des prix à la consommation s'établit ainsi en 2014 à un niveau historiquement faible.

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel des données trimestrielles)



Bonne tenue du marché du travail

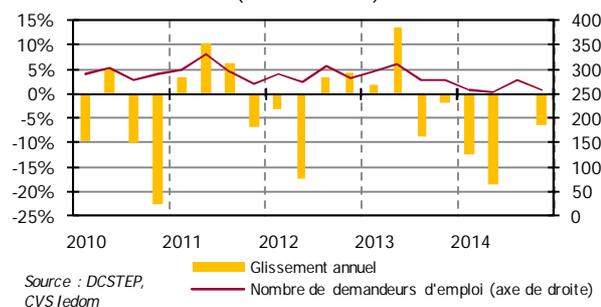
À la fin du mois de décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 268 personnes (DEFM catégories A et B¹).

L'indicateur de chômage² de l'archipel s'établit ainsi en moyenne annuelle à 8,56 % pour 2014 contre 9,36 % en 2013.

À l'inverse du trimestre précédent, le nombre de demandeurs d'emploi corrigé des variations saisonnières (CVS) connaît une nette amélioration au quatrième trimestre (-6,2 %, CVS). Sur un an, l'amélioration se confirme avec une diminution du même ordre du nombre de demandeurs d'emploi (-6,3 %, CVS).

Parallèlement, la tendance observée au troisième trimestre se renforce avec une baisse des offres d'emploi (-4,0 % sur le trimestre et -5,8 % sur l'année). Néanmoins, le marché du travail est actif avec 297 offres d'emploi cumulées sur l'année 2014 contre 261 en 2013 (+13,8 %).

Demandeurs d'emploi - DEFM A et B
(en données CVS)



Recul de la consommation des ménages

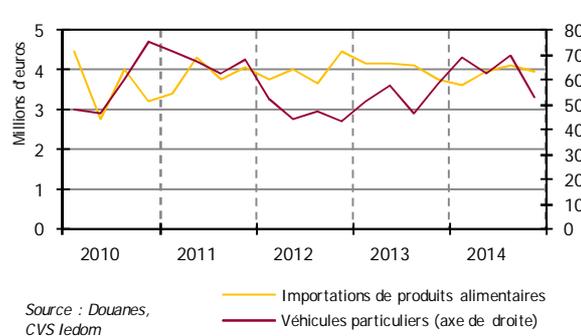
Les importations de produits alimentaires s'inscrivent en baisse par rapport au troisième trimestre (-4,3 %, CVS), lequel laissait déjà entrevoir un essoufflement. À l'inverse, cette contraction ne se vérifie pas en glissement annuel (+4,9 %, CVS).

Après avoir enregistré une très forte progression des ventes de véhicules de tourisme sous l'effet d'un changement de fiscalité dans ce domaine en début d'année, les ventes de véhicules reculent nettement au quatrième trimestre 2014 (-24,0 %, CVS).

L'activité de crédits à la consommation des ménages reste stable au quatrième trimestre (+0,3 %). Sur un an, elle maintient un rythme de croissance soutenue (+6,7 %).

Parallèlement, l'amélioration des indicateurs de vulnérabilité des ménages observée au trimestre précédent se confirme au quatrième trimestre. Ainsi aucun incident de paiement sur chèques n'a été recensé. Par ailleurs, le nombre de décisions de retrait de cartes bancaires ainsi que le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire enregistrent une très légère baisse ce trimestre (-1 personne).

Importations des biens destinés aux ménages
(en données CVS)



¹ Les chiffres communiqués par la DCSTEP tiennent compte du chômage au sens de la définition de Pôle emploi pour les catégories A et B, puisqu'il n'est pas possible techniquement d'individualiser ces deux catégories sur l'archipel.

² L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A et B/population active au dernier recensement (2010) ».

Maintien de la reprise de l'investissement des entreprises

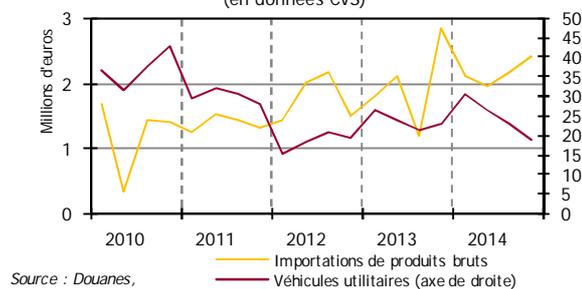
Pour le deuxième trimestre consécutif, les importations de produits bruts enregistrent une forte progression au quatrième trimestre (+11,9 %, CVS). Cependant, la tendance qui se dégage sur un an fait état d'une diminution importante des importations de ces derniers par rapport à la même période en 2013 (-14,5 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires enregistrent un troisième repli consécutif au quatrième trimestre (-19,0 %, CVS). Les ventes atteignent ainsi le niveau le plus bas observé en décembre 2012. Cette évolution se confirme également sur l'année avec une diminution des immatriculations de 19,2 % (CVS).

Les crédits d'investissement, qui constituaient le principal facteur de croissance des crédits aux entreprises au cours du troisième trimestre (+4,2 %), voient, quant à eux, leur rythme de progression se renforcer au quatrième trimestre (+6,0 %) et s'établissent à 29,5 millions d'euros. Cette tendance se confirme également sur l'année avec une augmentation des encours de 8,0 %.

Le niveau de créances douteuses des crédits aux entreprises continue de diminuer au quatrième trimestre (-6,0 %), lui permettant d'atteindre son plus bas niveau enregistré au cours des quatre dernières années.

Importations des biens destinés aux entreprises (en données CVS)



Source : Douanes, CVS Iedom

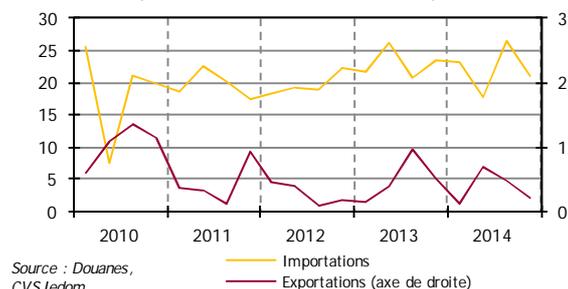
Repli important des importations et des exportations

Après un rebond au troisième trimestre, les importations s'inscrivent en forte baisse au quatrième trimestre (-20,5 %, CVS). Ce repli s'explique principalement par une importante diminution des importations en valeur (-61,2 %, CVS) et en volume de produits pétroliers notamment d'essence et de fioul lesquels avaient connu un niveau particulièrement élevé au trimestre précédent. Les importations de produits manufacturés et de produits alimentaires affichent également des baisses (respectivement -3,4 % et -4,3 %, CVS). Seules les importations de produits bruts progressent sur le trimestre (+11,9 %).

Cette dégradation en valeur des importations se vérifie également sur l'année (-10,2 %, CVS).

Les exportations diminuent de plus de moitié sur le trimestre (-54,8 %, CVS). Cette diminution traduit principalement la fin de l'effet exceptionnel généré par les ventes inhabituelles de métaux de recyclage à destination de l'Europe constaté au cours des deux trimestres précédents. En glissement annuel, les exportations connaissent également une baisse significative (-57,1 %, CVS).

Échanges commerciaux (en données CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS Iedom

LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

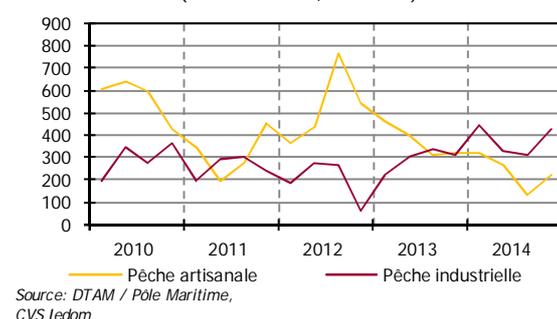
Évolution favorable de l'activité de pêche

Après deux trimestres de baisse, les prises de pêche s'orientent à nouveau à la hausse, tant au niveau de la pêche industrielle (+36,5 %, CVS) que de la pêche artisanale (+65,5 %, CVS).

En glissement annuel, la situation est plus contrastée, seules les prises de la pêche industrielle s'inscrivent en hausse (+39,3 %, CVS), celles de la pêche artisanale étant en repli de 30,5 % (CVS).

Les activités de la pêche industrielle et artisanale totalisent 755 tonnes de prises ce trimestre, dont les deux tiers imputables à la pêche industrielle (506 tonnes). Les prises de morue contribuent pour l'essentiel des volumes (601 tonnes).

Prises de pêches artisanales et industrielles (en données CVS, en tonnes)



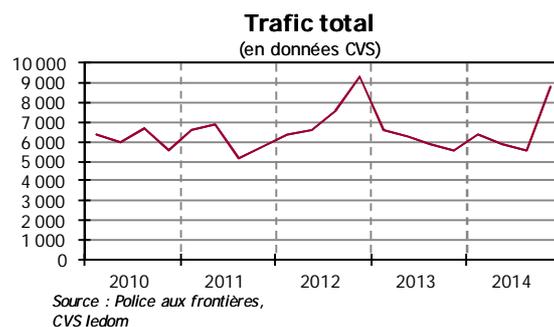
Source : DTAM / Pôle Maritime, CVS Iedom

Forte augmentation du trafic vers l'archipel

Le trafic total de passagers vers l'archipel repart fortement en hausse au quatrième trimestre (+59,5 %, CVS).

Cette progression est majoritairement attribuable à une importante augmentation du trafic maritime sur le trimestre (+270 %, CVS) et plus particulièrement du nombre de croisiéristes, le trafic aérien affichant, quant à lui, une légère baisse (-2,9 %, CVS). Cette tendance se retrouve sur une base annuelle avec une hausse de 178,1 % (CVS) du trafic maritime et une stagnation du trafic aérien (+0,3 %, CVS).

En termes de nationalité des visiteurs sur l'archipel, les visiteurs canadiens représentent toujours la part majoritaire des entrées. Leur nombre augmente fortement sur un an (+609,7 %). On observe la même évolution sur l'année pour les autres nationalités.



ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le FMI prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après 0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur 0,8 % pour 2014 et 1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après 0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Avertissement méthodologique : à partir du deuxième trimestre 2013, les données représentées sont, en général, corrigées des variations saisonnières. Le traitement peut être effectué par l'organisme producteur des données ou bien par l'IEDOM (méthode ARIMA X-12)...

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 13 mars 2015 – Dépôt légal : Mars 2015 – ISSN 1952-9619